

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Éditorial de "la lettre de D&S" n°106 - 16 février 2012

# **Pillage de la Grèce, rigueur en Europe : Mobilisation européenne !**

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : vendredi 17 février 2012

---

**Démocratie & Socialisme**

---

## **Terrible diktat que les néolibéraux veulent imposer aux Grecs !**

La baisse des salaires, la baisse des pensions, des milliers d'emplois en moins dans la fonction publique... Le gouvernement grec, non élu, vient de faire voter un plan de pillage terrifiant pour enrichir les banquiers ! Et pourtant ni les salariés, ni les retraités, ni les fonctionnaires ne sont responsables de la dette grecque !

Ce sont les 2 % très riches, les banquiers, les armateurs, les gros propriétaires fonciers (dont l'Eglise orthodoxe) qu'il faut taxer, auxquels il faut imposer l'austérité !

Et rien ne justifie de rembourser une dette indigne qui finance l'achat de sous-marins à Thyssen-Krupp, une dette gonflée par les banques avec des taux prohibitifs.

La liste des mesures adoptées est édifiante :

- ▶ suppression des conventions collectives,
- ▶ baisse de 22 % du salaire minimum (le réduisant à 600 euros bruts ; soit environ 480 Euros nets), cela réduit toutes les primes qui s'ajoutent éventuellement au salaire de base et sont calculées à partir du salaire minimum,
- ▶ 10 % de baisse supplémentaire pour les moins de 25 ans (leur salaire de base sera 527 euros bruts, moins de 400 euros net, à condition bien sûr de travailler à plein temps),
- ▶ gel du salaire minimum pour 3 ans (jusqu'en 2015),
- ▶ gel des primes à l'ancienneté tant que le chômage ne sera pas à moins de 10 % (aux calendes grecques),
- ▶ baisse de 2 % des cotisations sociales patronales en 2012, et de 13 % en 2013,
- ▶ baisse des grilles des salaires dans la fonction publique (et bien sûr ce n'est pas la première)
- ▶ baisse de 15 % de toutes les retraites complémentaires,
- ▶ baisse de 15 % des pensions pour les retraités des services publics : DEI (électricité), OTE (téléphone) et banques nationalisées,
- ▶ suppression immédiate de 15 000 postes dans la fonction publique, et de 150 000 (par non remplacement des fonctionnaires partant à la retraite) d'ici 2015.

## **Un déni de démocratie !**

Le gouvernement grec, non élu, annonce des élections. Enfin la démocratie, même tardivement, pourrait-on penser... Mais non, les institutions internationales veulent être sûres que les engagements de l'actuel gouvernement pour plus de rigueur seront prolongés au-delà des élections. L'Union Européenne et le FMI réclament ainsi un engagement écrit des chefs de partis attestant de leur détermination à mener les réformes exigées en échange de l'aide.

C'est proprement scandaleux, un déni de démocratie !

Seuls les Grecs doivent choisir !

Et à écouter ce qu'ils disent dans la rue avec leurs syndicats, c'est Non ! Sachons-nous en souvenir pour ici.

L'austérité pour les salariés c'est le contraire de la relance ! Il faut gouverner pour la majorité sociale. C'est aux

banques, aux riches et à la finance qu'il faut imposer l'austérité !

## **Contre le pillage de la Grèce par les banquiers : solidarité !**

Alors que la gauche grecque est dans la rue, des dirigeants du PASOK participent avec la droite et l'extrême droite au gouvernement non élu imposé par la Troïka. Honneur aux 23 députés du PASOK qui ont sauvé l'honneur du socialisme en refusant de voter pour le plan des banquiers et condamner leur peuple à la misère ! Tous aux côtés des travailleurs grecs, car comme le dit la délégation socialiste française au parlement européen : « *Ce que Merkozy fait au peuple grec, Merkozy le prépare pour le reste de l'Europe* ».

## **Mobilisations syndicales partout en Europe le mercredi 29 février**

Fait assez rare, la Confédération européenne des syndicats (CES) qui regroupe tous les syndicats européens appelle à une journée de mobilisation partout en Europe le mercredi 29 février.

Cet appel est clairement orienté contre les politiques de rigueur en Europe, contre le nouveau traité de Merkozy qui veut graver dans le marbre la règle d'or « budgétaire » du zéro déficit.

C'est un appel à sortir de la crise par la relance et non l'austérité. Le mercredi 29 février doit être soutenu par toute la gauche. En solidarité avec les travailleurs grecs bien sûr mais aussi pour une autre politique.

Manifestons nombreux le mercredi 29 février avec le mouvement syndical européen.

Solidarité avec le peuple grec ! Pas d'austérité pour le peuple ! Toutes et tous dans la rue le 29 février !